

Un mois de plus pour se débarrasser de vieux billets de banque au Burundi

PANA, 30 juillet 2015 Bujumbura, Burundi - La Banque de la République du Burundi (Brb) donne aux personnes qui détiennent encore de vieux billets jusqu'au 29 août prochain pour s'en débarrasser, trois mois après l'introduction de nouvelles coupures de 500, 1000, 2000, 5000 et 10000 francs burundais réputés "infalsifiables" dans un contexte socio-économique et politique tendu qui n'a pas permis leur généralisation partout dans le pays à la date initiale du 2 juillet dernier. La Brb avait eu également des difficultés à "vendre" ses nouvelles coupures à une population qui est montrée au départ réticente, et il a fallu une campagne médiatique intense pour faire taire des rumeurs malveillantes qui accréditaient la thèse de faux billets parmi la monnaie nationale dès l'introduction récente.

Dans le fond, le climat insécuritaire lié à la crise présidentielle du moment au Burundi et le ralentissement consécutif de l'activité économique nationale qui s'en est suivi est l'explication la plus rationnelle dans les milieux de Bujumbura. D'un autre côté, la centralisation des opérations de change auprès des guichets des grandes banques commerciales et des bureaux de la poste encore limités dans le pays est l'explication supplémentaire la plus avancée dans les milieux d'affaires à Bujumbura, la capitale politique et économique du pays où les nouvelles coupures sont plutôt en passe d'être généralisées dans les échanges commerciaux de tous les jours. Le sursis supplémentaire est aussi une solution jugée salutaire dans les milieux des consommateurs qui assistaient impuissants aux spéculations sur les vieux billets de banque. Des témoignages en provenance, surtout de l'intérieur du pays, indiquent que les retardataires devaient accepter de perdre au change entre les vieilles et les nouvelles coupures dans leurs milieux de vie. A titre illustratif, certains commerçants spéculateurs pouvaient encore accepter ces derniers jours de céder la grosse coupure de 10.000 francs burundais (près de 6,5 dollars américains) contre 11.000 francs, soit avec un demi dollar de plus. Dans d'autres contrées reculées du pays, les vieilles coupures n'étaient carrément plus acceptées par les commerçants, au grand dam des détenteurs du monde rural généralement à l'écart des événements courants dans un pays où les faussaires ne dorment pas non plus sur leurs deux oreilles et poussent la Banque centrale à changer et à émettre les billets à des intervalles réguliers depuis quelques années pour les rendre moins imitables. De manière globale, la crise présidentielle a eu d'autres conséquences néfastes sur l'économie nationale, à en croire le ministre burundais des Finances, Tabou Abdallah. La révision mi-parcours du budget général de l'Etat n'a pas eu lieu cette année à cause de la période électorale qui n'a pas permis la tenue d'une session parlementaire sur le sujet. Le ministre des Finances et le président de la République gardent cependant la latitude d'adopter toutes les mesures qui s'imposent en matière de gestion des finances publiques, après M. Abdallah. Malgré le mauvais contexte encore, les salaires des fonctionnaires de l'Etat vont être versés à chaque fin de mois, a-t-il rassuré, en réponse aux préoccupations de l'opinion qui a appris ces derniers temps que de nombreux partenaires techniques et financiers menaçaient de couper les aides financières après les élections générales de cette année jugées à « non conformes » aux normes de transparences et d'acquiescement dans un système qui se veut démocratique. Le ministre a basé ses assurances sur le fait que les salaires et certains autres services de base sont financés directement par des taxes et impôts collectés localement, tout en reconnaissant que si une coupure du robinet devait avoir lieu effectivement au niveau international, cela ne concernerait que les aides au développement du pays qui contribuent néanmoins pour plus de 51% au budget national. Les pertes financières liées au mouvement de soulèvement populaire contre le troisième mandat du chef de l'Etat sortant ne sont pas encore connues du large public.

Elles risquent cependant d'être considérables si on se réfère à la dernière déclaration publique connue de l'ancien ministre burundais des recettes (Obr, gouvernemental) qui annonçait avoir perdu des entrées de l'ordre de 16 milliards de francs burundais (près de 10 millions de dollars) au cours de la seule dernière semaine du mois d'avril dernier qui a coïncidé avec le déclenchement de la crise présidentielle encore ouverte au Burundi. De manière générale, les activités continuent à tourner au ralenti avec un secteur bancaire qui ne sait plus donner des crédits volontairement ou recouvrer les dettes arrivées à échéance, dit-on du côté du principal syndicat des banques au Burundi. Le contexte socio-économique national est encore marqué par le déplacement forcé, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, de masses laborieuses, toujours du fait de la crise politique du moment au Burundi doublée d'une récession économique jugée sans précédent dans les milieux d'affaires à Bujumbura.